

Andrea Bambino
Agence France-Presse

TGV Turin-Lyon: un projet coûteux, inutile et nuisible, selon ses opposants (PAPIER D'ANGLE)

Par Andrea BAMBINO

ROME, 9 déc 2005 (AFP) - Voulue par les gouvernements français, italien et par l'Union européenne, la ligne TGV Turin-Lyon provoque une levée de boucliers dans les Alpes italiennes où le projet, jugé trop coûteux et peu utile, est perçu comme une menace pour l'environnement.

Depuis plusieurs semaines, des dizaines de milliers d'habitants du Val di Susa (Alpes italiennes) manifestent presque chaque jour pour protester contre cette ligne à grande vitesse, un projet pharaonique dont le coût est estimé à 12,5 milliards d'euros, et qui ne devrait pas voir le jour avant 2020.

Cette semaine, des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont fait plusieurs dizaines de blessés, mais le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a réaffirmé jeudi que "le TGV est un chantier auquel il est impossible de renoncer".

Samedi, une importante réunion doit se tenir à Rome entre le gouvernement, les présidents de provinces et régions concernées et des maires de petites communes du Val di Susa opposés au projet.

Le TGV mettrait Lyon à moins de deux heures de Turin pour les voyageurs et la liaison s'inscrit plus largement sur un parcours Barcelone/Lyon/Ljubjana, l'un des 30 projets européens de transport déclarés prioritaires par l'Union européenne.

La nouvelle ligne permettrait surtout de renforcer le transport de marchandises sur rail face au transport routier, une évolution réclamée notamment par les partis écologistes français et italien.

"La demande en terme de transport de marchandise devrait doubler dans les vingt-cinq prochaines années, passant de 40 millions de tonnes annuelles à 80 millions de tonnes", soulignait jeudi dans la presse le président de la société des chemins de fer italiens (FS), Elio Catania.

"Aujourd'hui, la route occupe 75% du transport total, il faut inverser ce rapport", ajoutait-il.

"S'il y a vraiment une hausse de la demande, elle pourrait être absorbée en renforçant la ligne ferroviaire déjà existante entre Turin et Modane (Alpes françaises)", répond pour sa part à l'AFP Vanda Bonardo, une des dirigeantes de la plus importante association écologiste italienne, Legambiente.

"Au niveau des passagers, les trains qui relient actuellement Turin à Lyon circulent déjà à moitié vide", ajoute-t-elle.

"Les 70.000 habitants du Val di Susa supportent déjà une autoroute, une ligne ferroviaire (Turin-Modane) et deux routes nationales", souligne Antonio Ferrentino, président de la Communauté des communes de montagne de la basse Val di Susa.

"La ligne TGV imposera le percement de deux galeries dans la montagne, l'une d'environ 50 km et l'autre d'une dizaine de kilomètres, ainsi que la construction d'un viaduc de 2 à 3 km", poursuit Vanda Bonardo.

"Il faudra détruire de nombreuses habitations et le chantier est parti pour durer vingt ans, avec les conséquences que l'on imagine pour la population et le tourisme", ajoute-t-elle, avant de demander: "que fera-t-on des 16 millions de mètres cubes de roche qu'il faudra extraire?"

La présence éventuelle d'amiante et d'uranium dans les montagnes inquiète également les maires des petites communes et les habitants du Val di Susa.

"Mais les techniques actuelles de creusement permettent de bien gérer tout type de matériau relevé, y compris l'amiante et l'uranium", a voulu rassurer Elio Catania, président des chemins de fer italiens.

arb/lpt

TGV Lyon-Turin: nouvelles actions après des heurts avec la police (PAPIER GENERAL)

VAL DI SUSA (Italie), 6 déc 2005 (AFP) - Une intervention musclée de la police contre les opposants à la ligne TGV Lyon-Turin dans la vallée de Suse, près de Turin (nord), a dégénéré en affrontements mardi et provoqué de nouvelles actions dans toute la région.

Une vingtaine de personnes ont été légèrement blessées, selon les derniers bilans, lorsque la police et les carabinieri ont chargé à coups de matraques à 03H30 du matin des manifestants qui occupaient depuis une semaine un site à Venaus (60 km de Turin) retenu pour le percement d'un tunnel de 53 km destiné au passage de la liaison transalpine.

Les opposants au projet ont aussitôt appelé à la mobilisation et des actions menées par de petits groupes de manifestants en plusieurs endroits stratégiques de la vallée ont abouti au blocage de l'ensemble de ses axes routiers et ferroviaires.

"Les habitants de la vallée de Suse sont absolument révoltés de ce qui s'est passé cette nuit. C'était violent, il y a des gens à l'hôpital", a expliqué à l'AFP Wanda Bonardo, présidente piémontaise de l'association de protection de l'environnement Legambiente.

"En signe de protestation, toute la vallée a été coupée du monde. Les routes, autoroutes et trains sont bloqués et les entreprises ont aussi cessé leurs activités en signe de solidarité", a-t-elle expliqué de Bussolano, une localité située à l'entrée de la vallée où les manifestants ont installé leur plus important point de blocage sur l'autoroute Turin-Modane.

"La décision du ministre de l'Intérieur Giuseppe Pisanu d'évacuer par la force le chantier du train est une grave erreur qui ne va déboucher que sur l'exaspération, alors que la situation est déjà critique", a estimé le chef de l'opposition italienne Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne.

Plusieurs responsables associatifs et syndicaux ont fait mardi un parallèle entre la charge policière et les affrontements pendant le sommet du G8 en juillet 2001 à Gênes au cours duquel un manifestant de 23 ans avait été tué par balles par un carabinier.

"Le G8 de Gênes ne vous a pas servi de leçon ?" s'est ainsi publiquement interrogé Guido Calvi, sénateur membre du parti des Démocrates de gauche (DS, principal parti de l'opposition).

Le ministre des Transports et des Infrastructures, Pietro Lunardi, a fermement réaffirmé mardi qu'il n'était "pas question de revenir sur le projet".

"Je souhaite que les gens fassent la paix dans leur coeur, car la liaison est en train de se réaliser, les chantiers ont débuté", a-t-il martelé.

L'hostilité grandissante des habitants de la vallée au passage de la ligne ferroviaire suscite l'inquiétude des autorités italiennes, alors que la ville de Turin, à 60 km de la Vallée de Suse, accueille les Jeux Olympiques d'hiver à partir du 10 février 2006.

Outre l'utilité et le coût du projet, les opposants dénoncent les conséquences environnementales de la liaison. La montagne contient selon eux des traces d'amiante et d'uranium qui pourraient mettre en danger la population. Les autorités sanitaires contestent cette affirmation.

La liaison ferroviaire, dont le coût total est estimé à 12,5 milliards d'euros, ne devrait pas être achevée avant 2020.

Près de 100.000 personnes avaient défilé le 16 novembre dernier dans la vallée de Suse pour protester contre la construction de la ligne.

kd-str/csg/clr

Italie: grande manifestation dans le Val di Susa contre le TGV Lyon-Turin (PAPIER GENERAL)

Par Etienne FONTAINE

SUSA (Italie), 16 nov 2005 (AFP) - Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi dans le Val di Susa (Alpes italiennes) à l'occasion d'une journée "vallée morte" organisée pour protester contre la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse (TGV) Lyon-Turin.

"No TAV" (Non au TGV): banderoles, pancartes et ballons n'affichent qu'une seule revendication tout au long du cortège de 80.000 à 100.000 personnes, selon les organisateurs, qui ont parcouru les 8 kilomètres de Bussoleno à Susa.

"Nous sommes 100.000 personnes de la vallée à être ici pour dire +non+ au Lyon-Turin. Et nous pouvons faire bouger les choses", déclare Lorendano Bellone, maire de San Didero, l'une des communes de la vallée qui doit être traversée par la ligne.

Familles, collégiens, lycéens de la vallée mais aussi de Turin, la capitale régionale distante d'une cinquantaine de kilomètres, donnent un air de jeunesse au mouvement encadré par les maires des communes concernées et surveillé par plusieurs centaines de policiers.

La protestation est aussi soutenue par les associations de défense de l'environnement, les partis Verdi (Verts) et Rifondazione comunista.

Boutiques, écoles et autres établissements publics ont fermé leurs portes, comme la grande majorité des entreprises.

"Avec une autoroute, deux routes nationales et une ligne ferroviaire, la vallée est déjà surchargée d'infrastructures de transports", souligne Antonio Ferrentino, président de la Communauté des communes de montagne de la basse Val di Susa et chef de file du mouvement.

"Aucun gouvernement ne peut se permettre de ne pas écouter un territoire tout entier qui proteste. Nous voulons avoir notre mot à dire", dit-il aussi à l'AFP.

Les propos du commissaire européen aux Transports, Jacques Barrot, qui a jugé qu'une opposition locale ne pourrait bloquer un grand projet européen, ont particulièrement exaspéré les manifestants.

Les élus ne remettent cependant pas en cause l'utilité d'une liaison franco-italienne mais le choix de construire une ligne haute vitesse.

"Nous demandons un renforcement de la ligne actuelle, qui est loin d'être saturée, pour un coût largement inférieur et avec une utilité immédiate. Le TGV, c'est 12 à 15 ans de travaux et de tracasseries pour les habitants avant le moindre résultat", juge Simona Pognant, maire de Borgone.

"C'est une liaison qui intéresse beaucoup plus le sud-est de la France que le nord de l'Italie déjà très industrialisé", affirme de son côté le maire d'Oulx, Mauro Cassi.

La tension est montée d'un cran fin octobre avec le début prévu des sondages géologiques à l'entrée du tunnel de 53 kilomètres qui doit être creusé entre Saint-Jean de Maurienne (Savoie) et Venaus (Italie).

L'opposition de plusieurs centaines de personnes, chaque jour mobilisées, a finalement retardé ces premiers travaux qui ont commencé le 14 novembre.

Selon les opposants, la montagne contient des traces d'amiante et d'uranium qui pourraient mettre en danger la population. Une affirmation que contestent les autorités sanitaires.

La fracture est importante entre habitants de la vallée, opposés au projet, et la majorité des dirigeants, patrons et syndicats italiens qui y sont favorables.

"La ligne à grande vitesse se fera, c'est un projet fondamental et stratégique pour l'Europe", déclarait récemment Mercedes Bresso, présidente de la région Piémont.

Le coût total du projet Lyon-Turin est estimé à 12,5 milliards d'euros, dont 6,7 mds EUR pour le tunnel transfrontalier. Il devrait être financé à hauteur de 20 à 50% par l'UE.

ef/arb/lpt